Portraits d'environnementalistes courageux

Prix Goldman 2017 pour l'environnement

Partage international n° 346 – Juin 2017

Travaillant contre de puissants intérêts gouvernementaux ou privés, souvent au péril de leur sécurité et de celle de leurs familles, les lauréats 2017 du prix Goldman pour l'environnement ont tenu bon et remporté des victoires significatives au nom de la planète Terre. Cette récompense, la plus importante attribuée à des militants issus de la société civile, est décernée tous les ans depuis 1990 aux héros de l'environnement, venant de chacun des six continents habités. Venus de la République démocratique du Congo, d'Inde, de Slovénie, du Guatemala, des Etats-Unis et d'Australie, les lauréats de cette année recevront chacun un soutien financier pour les aider dans la poursuite de leur travail environnemental.

Protéger le plus ancien parc national d'Afrique des forages pétroliers

Rodrigue Katembo, République démocratique du Congo – En 2010, la République démocratique du Congo (RDC) a autorisé l'entreprise pétrolière britannique Soco International à prospecter dans une zone qui s'étend dans le parc national des Virunga. Ce parc est le plus ancien parc national de RDC et est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco.

Rodrigue Katembo, gardien du parc, s'était vu offrir de l'argent par Soco pour laisser passer leurs véhicules dans le parc afin d'établir une base de prospection. Ayant décidé de mener son enquête, il a utilisé des caméras cachées et a enregistré Soco et ses sous-traitants en train d'offrir des pots-de-vin et de discuter d'activités illégales. Ses enregistrements sont inclus dans le documentaire *Virunga*, devenu populaire *via* Netflix. Ainsi révélée, la conduite de l'entreprise a suscité l'indignation générale. L'Eglise d'Angleterre a annoncé en 2016 qu'elle céderait les 1,8 million de dollars de parts qu'elle détient dans la compagnie, et quelque mois plus tard, Soco a annoncé renoncer à sa licence pétrolière dans le parc.

R. Katembo a payé d'un prix effroyable son activisme : en septembre 2013, il a été arrêté et torturé pendant 17 jours. Il est retourné à son poste immédiatement après. Il continue de protéger le parc et sa nature des braconniers, des milices, des industries minières. Mais le parc manque largement de moyens et de personnel.

Il sauve des collines sacrées de l'exploitation minière

Prafulla Samantara, Inde – L'Etat indien d'Odisha abrite la tribu indigène des Dongria Kondh. Forte de 8 000 personnes, elle vit dans les monts Niyamgiri, région forestière riche en biodiversité. La tribu considère les monts comme sacrés et se voit comme leur gardien. Mais en 2004, la compagnie minière étatique de l'Odisha a signé un accord avec l'entreprise britannique Vedanta Resources pour y exploiter la bauxite, un minerai permettant la production d'aluminium.

Prafulla Samantara, leader emblématique des mouvements de justice sociale en Inde, a démarré une campagne citoyenne pour informer la tribu du projet qui aurait détruit forêt vierge et habitat sauvage pour extraire 70 millions de tonnes de minerai. Il a voyagé à pied et en vélo de village en village, pour y rencontrer les communautés et les avertir que leur terre avait été cédée. P. Samantara a organisé des manifestations et des *sit-in* dans la capitale de l'Etat, incluant une chaîne humaine de 10 km de long empêchant l'entreprise Vedanta d'entrer sur les terres tribales.

Pour avoir déposé une requête auprès de la cour suprême indienne, contestant le projet au motif qu'il violait les droits tribaux, P. Samantara et les autres manifestants ont été harcelés et intimidés par la police de l'Etat et les employés de Vedanta. En 2010, le gouvernement norvégien et l'Eglise d'Angleterre se sont retirés du projet, et trois ans plus tard la cour suprême autorisa la tribu Dongria Kondh à décider du projet, par un vote. Le refus de la mine par les conseils villageois et la défaite en appel de Vedanta en 2016 ont conclu une bataille légale de douze ans. Le futur des monts Niyamgiri est soigneusement protégé par son peuple.

Une cimenterie trop polluante poussée à la fermeture

Uroš Macerl, Slovénie – En 2003, le groupe Lafarge, un des plus grands cimentiers mondiaux, a repris une cimenterie vieille de 130 ans à Trbovlje, en Slovénie. Dès lors, cette usine a commencé à utiliser un combustible à très haut pouvoir calorifique mais incroyablement polluant : le coke de pétrole, coproduit riche en carbone du raffinage pétrolier.

Président de l'association environnementale *Eko Krog*, Uroš Macerl est un agriculteur biologique dont la ferme familiale est située à proximité immédiate de la cimenterie. Il a réuni les agriculteurs et les résidents pour récolter des données sur la qualité de l'air. Celles-ci ont montré une augmentation spectaculaire en polluants dangereux depuis que Lafarge a commencé à brûler du coke de pétrole. Malgré cela, les pouvoirs publics locaux et nationaux restaient sourds aux protestations.
En 2009, quand le cimentier a fait la demande d'un permis environnemental pour incinérer des déchets industriels dangereux avec du coke de pétrole, U. Macerl a saisi le tribunal et gagné le procès, ce qui a annulé le permis. Mais quand il s'est avéré que l'usine continuait à incinérer les déchets industriels avec du coke de pétrole, l'agriculteur-militant a organisé des manifestations et mobilisé l'opposition de la communauté jusqu'à forcer la fermeture administrative de la cimenterie en 2015. Bien que la compagnie cherche à redémarrer l'usine, elle fait plus que jamais face à une opposition déterminée de la part d'Uroš Macerl et des habitants, résolus à protéger leur santé et leur environnement.

Empêcher l'extraction minière sur des terres indigènes

Rodrigo Tot, Guatemala – Le leader indigène Rodrigo Tot avait déjà mené plusieurs batailles pour défendre les droits de son peuple, les Q'eqchi, descendants des Maya au Guatemala oriental, quand il découvrit en 2006 qu'une compagnie canadienne prévoyait de rouvrir les mines de nickel de la région. Au village autochtone d'Agua Calienté les forces de sécurité de l'entreprise commençaient déjà à chasser les gens de leurs terres par la force, en violation du droit international. R. Tot et son peuple avaient obtenu les titres de propriété de la zone, mais en se rendant à l'administration cadastrale dans le but de combattre les évictions, il découvrit que les pages de registre qui le prouvaient avaient été arrachées. Il a passé trois ans de travail assidu sur ce combat et, avec l'aide de l'*Indian Law Resource Center*, basé aux Etats-Unis et de *Defensoria Q'eqchi*, une petite ONG du Guatemala défendant les droits de l'homme, il a porté l'affaire au tribunal en 2009. Cette plainte révélait la corruption gouvernementale. Par décision de justice, le gouvernement fut obligé de rendre les titres de propriété aux indigènes ainsi qu'à restaurer les registres cadastraux.
Mais cette victoire légale a été chèrement payée par Rodrigo Tot : en 2012, un de ses fils a été abattu et un autre blessé alors qu'ils étaient dans le bus pour la capitale. L'enquête a conclu à un braquage, mais R. Tot et les siens penchent pour un assassinat politique. Le gouvernement guatémaltèque a refusé d'appliquer le jugement du tribunal et le différend a été porté devant la commission inter-américaine des droits de l'homme, où il est actuellement examiné en procédure expéditive.

Un quartier de Los Angeles en voie de dépollution

Mark! Lopez, Etats-Unis – En l'an 2000 l'entreprise Exide, basée en Géorgie, a repris une vieille usine de recyclage de batteries à Los Angeles, et a augmenté le volume de batteries passant par ses chaînes. Les fuites de plomb – puissant neurotoxique qui peut causer des incapacités d'apprentissage – ont connu une hausse vertigineuse. Après une enquête fédérale, Exide a accepté de fermer l'usine mais laissa peu de moyens pour la décontamination aux abords de l'usine. Mark! Lopez, jeune militant et directeur de l'association environnementale locale *East Yard Communities for Environmental Justice* (EYCEJ), a fait du porte-à-porte afin d'informer la population des dangers de la contamination au plomb. M.Lopez et l'EYCEJ ont mobilisé les résidents qui ont fait pression tous ensemble sur l'administration responsable du contrôle des substances toxiques (*California state Department of Toxic Substance Control*) pour qu'elle teste les maisons autour du site. Quand les analyses confirmèrent que la plupart des habitations étaient contaminées et nécessitaient une dépollution, M. Lopez et son équipe ont persuadé l'Etat de Californie d'approuver une dépense de 176,6 millions de dollars pour diagnostiquer et dépolluer les logements affectés. Comme les fonds ne couvriront que la dépollution d'une fraction des habitations qui en auraient besoin, Mark Lopez a participé à la rédaction d'une loi californienne. Cette dernière instaure une taxe sur le recyclage des batteries qui aidera à financer la dépollution du plomb dans les villes affectées par d'anciennes usines de recyclage.

Enrayer l'extension d'une mine de charbon

Wendy Bowman, Australie – A 83 printemps, Wendy Bowman collectait depuis longtemps des données sur les risques sanitaires et la pollution causés par l'exploitation du charbon qui a proliféré dans la *Hunter Valley*, en Australie, quand elle découvrit en 2010 que la compagnie chinoise Yancoal prévoyait d'étendre une de ses mines sur le terrain de sa ferme. Depuis les années 1980, l'essor minier a chassé les agriculteurs de la vallée, mais elle était déterminée à empêcher Yancoal d'acheter ses parcelles ou à extraire le charbon dans la zone.
W. Bowman a alors travaillé avec des ONG environnementales, mené des actions en justice et diffusé l'information sur les effets nocifs de l'extraction du charbon sur la santé, tout en refusant de vendre ses terres. En 2014, une cour australienne a jugé que Yancoal pouvait lancer l'exploitation à la

condition *sine qua non* que l'entreprise acquière la propriété de W. Bowman. Elle refusa. La justice lui donna raison quand Yancoal fit appel l'année dernière. Les pourvois se sont poursuivis, mais jusqu'à présent, W. Bowman a empêché à elle seule l'extraction de 16,5 millions de tonnes de charbon dans la Hunter Valley.

Sources : goldmanprize.org ; sfchronicle.com ; mongabay.com
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers